



CTB



Rapport annuel 2012
**PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT
AGRICOLE DE LA PROVINCE DE CIBITOKÉ**
BDI 08 051 11



Abréviations	4
1 Fiche projet	6
2 Résumé	7
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION	7
2.2 POINTS SAILLANTS	10
2.3 RISQUES CLE	10
2.4 LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS CLE	10
3 Analyse de l'intervention	12
3.1 CONTEXTE	12
3.1.1 <i>Évolution du contexte</i>	12
3.1.2 <i>Ancrage institutionnel</i>	12
3.1.3 <i>Modalités d'exécution</i>	12
3.1.4 <i>Dynamique « Harmo »</i>	12
3.2 OBJECTIF SPECIFIQUE	14
3.2.1 <i>Indicateurs</i>	14
3.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
3.2.3 <i>Risques et hypothèses</i>	15
3.2.4 <i>Critères de qualité</i>	155
3.2.5 <i>Impact potentiel</i>	165
3.2.6 <i>Recommandations</i>	166
3.3 RESULTAT 1	177
3.3.1 <i>Indicateurs</i>	177
3.3.2 <i>Bilan activités</i>	19
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
3.3.4 <i>Risques et hypothèses</i>	19
3.3.5 <i>Critères de qualité</i>	19
3.3.6 <i>Exécution budgétaire</i>	200
3.3.7 <i>Recommandations</i>	200
3.4 RESULTAT 2 : LES OP SONT PROFESSIONNALISEES	21
3.4.1 <i>Indicateurs</i>	21
3.4.2 <i>Bilan activités</i>	23
3.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
3.4.4 <i>Risques et hypothèses</i>	25
3.4.5 <i>Critères de qualité</i>	25
3.4.6 <i>Exécution budgétaire</i>	26
3.4.7 <i>Recommandations</i>	26
3.5 RESULTAT 3 : DES FILIERES PRIORITAIRES SONT RENFORCEES	217
3.5.1 <i>Indicateurs</i>	27
3.5.2 <i>Bilan activités</i>	29
3.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	29
3.5.4 <i>Risques et hypothèses</i>	350
3.5.5 <i>Critères de qualité</i>	351
3.5.6 <i>Exécution budgétaire</i>	361
3.5.7 <i>Recommandations</i>	361
3.6 RESULTAT 4 : DES INFRASTRUCTURES ET AMANAGEMENTS SONT REHABILITES ET TRANSFERES AUX USAGERS	33
3.6.1 <i>Indicateurs</i>	333
3.6.2 <i>Bilan activités</i>	355
3.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	355
3.6.4 <i>Risques et hypothèses</i>	355
3.6.5 <i>Critères de qualité</i>	355

3.6.6	<i>Exécution budgétaire</i>	365
3.6.7	<i>Recommandations</i>	366
4	Thèmes Transversaux	
377		
4.1	GENRE	377
4.2	ENVIRONNEMENT	377
5	Décisions prises par la SMCL & Suivi	
388		
6	Leçons Apprises	39
7	Annexes	
410		
7.1	CADRE LOGIQUE	410
7.2	ACTIVITES M&E	410
7.3	RAPPORT "BUDGET VERSUS ACTUALS (Y – M)"	410
7.4	BENEFICIAIRES.....	410

Abréviations

ACSA	Agent Communautaire de Santé Animale
ADISCO	Association pour le Développement Intégral et la Solidarité dans les Collines
AIV	Agents d'Intervention Vétérinaire
ARCANE	Projet d'Appui au Renforcement des Capacités des Acteurs Non-Etatiques
ARP	Austrian Relief Programm
AT	Assistante Technique (du projet)
CAI	Centre d'Appui aux Initiatives
CAPAD	Confédération des associations de producteurs agricoles
CDC	Comité de Développement Collinaire
CDF	Centre de Développement Familial
CFR	Centre de Formation Rurale
CNTA	Centre National des Techniques Agricoles
COSPEC	Coopérative Solidarité avec les Paysans pour l'Epargne et le Crédit (de Cibitoke)
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Coopération Technique Belge
DCE	Délégation des Communautés Européennes
DGR	Direction générale irection du Génie Rural
DNA	Direction nationale de l'alphabétisation
DPAE	Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage
DTF	Dossier Technique et Financier
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENACOBUR	Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Burundi
FFS	Farmers Field Schools
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FONIC	Fond d'Investissement Communal
IFDC	International Fertilizer Development Center
IMF	Institution de Micro-finance
IRAM	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes du Développement
IRAZ	Institut de Recherches Agronomiques et Zootechniques
ITAB	Institut des techniques Agricoles du Burundi
ISABU	Institut des sciences agronomiques du Burundi
LVIA	Association Internationale des Volontaires Laïcs
MANE	Maison des Acteurs non Etatiques
MCA	Mouvement Coopératif et Associatif (Service Technique)
MINAGRIE	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
MINATE	Ministère de l'aménagement du territoire
MPF	Ministère de la Promotion de la Femme
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisations paysannes
PADAP	Projet d'Appui au Développement Agricole de Kirundo
PAIVA-B	Projet d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricole au Burundi
PARSAD	Programme d'Appui à la Restauration de la Sécurité Alimentaire Durable
PARSE	Programme d'Appui à la Reconstruction du Secteur Elevage
PCDC	Plan Communal de Développement Communautaire
PPCDR	Projet Post Conflit de Développement Rural
PRADECS	Projet d'Appui au Développement Communautaire et Social
PRASAB	Projet de Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole du Burundi
PRDMR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREFED	Programme Régional de Formation et d'Echanges pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTRPC	Programme Transitoire de Reconstruction Post conflit

RIM	Réseau des institutions de micro-finance au Burundi
SAN	Nouvelle Stratégie Agricole Nationale
SRDI	Société Régionale de Développement de l'Imbo
SWOT	Forces Faiblesses Opportunités Menaces
UE	Union européenne
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNIFEM	United Nations Development Fund for Women

1 Fiche projet

Chronologie et documents

Titre de la prestation	Projet d'Appui au Développement Agricole de la Province de Cibitoke				
Nom abrégé	PADAP Cibitoke	Code Navision	BDI 08 051 11	Phase	Démarrage
Bailleur	DGCD	Financement	Art 5	Mode gestion	Cogestion et Régie
N° d'intervention DGCD	NN 3006064				
Début projet	15/02/2010	Durée projet	48 mois	Fin projet	15/02/2014
Début CS	14/12/2009	Durée CS	60 mois	Fin CS	15/12/2014
Début CMO	07/01/2010	Durée CMO	66 mois	Fin CMO	15/06/2014
Agence de mise en œuvre	Agence Belge de Développement (BTC-CTB)				
Secteur code	(CAD 31120) Développement Rural				
Ministère de tutelle	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage				
Contribution du bailleur	5.000.000 €				
Contribution du pays partenaire	850.000 €				

Brève Description

L'intervention vise à renforcer les capacités de la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) de Cibitoke ainsi que celles des Organisations des Producteurs agricoles. Il s'agit d'un programme innovant par son approche qui veut passer d'une logique d'assistanat à une logique de développement économique. Le projet doit également prendre en compte les besoins exprimés et les priorités identifiées dans le cadre des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC). Les outils mis en place pour la professionnalisation agricole permettra aux producteurs de participer au développement des filières agricoles porteuses (alphabétisation fonctionnelle, étude filière, appui formation, outils financiers améliorés,...).

Objectif Global

Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la province de Cibitoke par l'augmentation et la valorisation des productions agricoles et d'élevage.

Objectif Spécifique

Les productions agricoles de la Province de Cibitoke sont augmentées et valorisées.

Résultats attendus

- La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics ;
- Emergence d'une professionnalisation agricole ;
- Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs;
- Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation.

2 Résumé

Le projet PADAP - Cibitoke s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Agricole Nationale (SAN) du Burundi. Il est placé sous la coordination et la supervision d'une instance de pilotage mixte (Burundi – Belgique) dénommée «Structure Mixte de Concertation Locale» (SMCL). L'intervention a pour mission de renforcer les capacités de la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) de Cibitoke ainsi que celles des Organisations des Producteurs (OP). L'approche du projet, qui celle de passer de la logique d'assistanat à une logique de développement économique durable, vise à responsabiliser et renforcer les acteurs au regard de leurs missions et mandats respectifs. Un important travail de concertation préalable est nécessaire afin de clarifier les rôles de chacun (la DPAE Cibitoke, les OP et le secteur privé). Le projet doit également prendre en compte les besoins exprimés et les priorités identifiées dans le cadre des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC). La mise en place des Centres d'Appui aux Initiatives (CAI) permettra aux producteurs de participer au développement des filières agricoles porteuses.

Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficienc	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique			
RESULTAT 1 : La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens			
Résultat 1.1. : La DPAE dispose de moyens pour l'exécution de ses mandats	Les moyens disponibles = 1/3 des moyens prévus dans le DTF	Les activités menées sont plus nombreuses avec les moyens fournis par le PADAP	Partiellement durable (facteurs externes)
Résultat 1.2 : Les capacités de la DPAE sont améliorées	L'organisation du travail et la présence des agents sur le terrain est améliorée	Le PADAP assure l'appui au fonctionnement de la DPAE	La durabilité dépend des ressources dont la DPAE disposera après le projet
Résultat 1.3 : Les expériences locales sont capitalisées	Le diagnostic de la DPAE est disponible pour les DPAE de Bubanza et Cibitoke.	Le contenu du diagnostic DPAE montre comment la capitalisation peut être faite.	La durabilité peut être effective si on applique les conseils du diagnostic
Résultat 1.4 : Les fonctions productives et commerciales de la DPAE sont transférées à des acteurs	Il faudra passer par un transfert progressif (manque de capacités des acteurs concernés)	Résultat non atteint	Résultat non atteint
RESULTAT 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole			
Résultat 2.1: L'alphabétisation des paysans est améliorée acteurs	Les conventions de collaboration sont enfin finalisées avec la Direction nationale de l'alphabétisation. L'alphabétisation sur l'entièreté des collines de la province est effective depuis mi 2012. Le rapport coût / résultat attendu devrait être performant.	La mauvaise identification initiale du partenaire et de la stratégie (cf DTF) a ont causé énormément de retard. Finalement la direction nationale de l'alphabétisation a été retenue (validée en SMCL) alors qu'initialement dans le DTF, c'était le centre de développement familial qui était proposé. Initialement prévue aux seules associations, cette activité a été étendue sur toute la province. Finalisée en 2011 et signée en début 2012, les conventions sont mises en œuvre depuis mi 2012 Actuellement bonne implication du partenaire.	La durabilité de l'impact final est certaine avec un objectif de près de 12 000 personnes alphabétisées. (4.000 apprenants en 2012, 8.000 prévus en 2013. La pérennité de l'activité d'alphabétisation dépendra des capacités, de la volonté politique du Ministère concerné mais également des activités de post alphabétisation. Synergie avec d'autres partenaires.
Résultat 2.3 : Les associations et groupements sont renforcés.	Faible utilisation des ressources Pour être plus efficace compte	Les résultats de renforcement des acteurs sont très lents.	La structuration des acteurs liées au filières riz, tomate, banane, thé est engagée.

	tenu du temps imparti au projet, les ressources humaines ont été renforcées en 2012.	Il y a nécessité d'un encadrement rapproché plus intensif des OPAs. Pour être plus efficace, les ressources humaines ont été renforcées en 2012 par le biais d'un contrat de service avec un partenaire local (CAPAD).	Par contre, certains comportements attentistes ou opportunistes de certains acteurs peuvent affaiblir les progrès réalisés.
RESULTAT 3 : Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs			
Résultat 3.1 : Les centres d'appui aux initiatives sont installés et fonctionnels	En l'état, faible. Il a été retenu lors de la SMCL de s'ancrer sur des OPAs (fédération, union ou autres,...) de les appuyer en structuration et d'y ancrer un CAI au sein de leur structure. Processus préparatoire long.	Pertinence aucune. Efficacité en l'état faible. Initialement dans le DTF, le CAI est une structure externe créée de toute pièce et prise en charge complètement par le projet. Pour son appropriation et son autonomisation, si elle ne se repose pas sur des OPAs existantes son efficacité peut être performante mais sa durabilité sera très faible.	En l'état, très faible. Les centres de service font l'objet d'une réflexion. Mais généralement les exemples démontrent que l'appropriation, l'ancrage et l'autonomisation sont souvent inexistantes
Résultat 3.2 : Des initiatives économiques sont appuyées	Bonne Le ciblage des bénéficiaires et de leurs besoins minimise les dépenses inutiles. Les études filières, les formations, les apports en nature (constitution de fonds de roulement,) contribue positivement.	Certains acteurs ont été identifiés et retenus. A travers ces acteurs, les filières retenues sont le riz, la tomate la banane et le thé. Si le démarrage d'appui aux OPAs est bon, l'efficacité n'en est qu'à son début	En début, Les futurs appuis liés aux investissements en 2013 – hangar petite mécanisation (décorriqueuse) devraient contribuer à asseoir la durabilité de l'action. Mais préalablement, un appui rapproché dans la structuration est obligatoire.
Résultat 3.3 : La structuration des filières est amorcée	Suite à la SMCL, le budget alloué à ce résultat a été alloué dans le résultat 3.2	Budget transféré au sein du résultat 3.2	Budget transféré au sein du résultat 3.2
Résultat 3.4 : L'Offre de produits es centres d'appui aux initiatives sont installés et fonctionnels	Dans l'attente de la restitution de l'étude sur la faisabilité de mise en place d'un fonds de garantie pour le FMRP et d'autre part à une étude sur une stratégie commune CTB en matière de microfinance au Burundi, il nous a été demandé de retarder les activités prévues. Toutefois si au départ il était retenu de mettre en œuvre notamment des fonds de garantie, ils'avère que les 1ères actions vont se concentrer sur les formations du personnel des IMFs. Les thèmes de formations sont identifiés. Les formations ont été dispensée en 2012.	Pertinence élevée mais la stratégie proposée dans le DTF n'est pas efficace. Avant d'améliorer l'accès aux produits financiers, il apparait à travers une étude sur la microfinance à Cibitoke qu'il convient de diminuer les taux d'intérêts pratiqués (2,2 à 2,6%/mois). Pour ce faire, il convient de diminuer d'une part les risques encourus par l'IMF par une Une formation du personnel sur une meilleure analyse et suivi des dossiers de prêts les mécanisme de caution solidaire les mécanismes de décaissement progressif une meilleure information des produits et d'autre part d'améliorer l'information et surtout la faculté de remboursement de l'opérateur par l'amélioration de sa productivité (accès semence et	Les résultats des formations des IMFs et leur mise en application en parallèle avec les résultats des appuis structurant et techniques aux opérateurs devraient permettre de développer un business win win. Un appui « engrais est prévu par le PAIOSA et devrait e'tre effectif dès 2013.

		intrants de qualité, hangar de stockage) D'une manière générale, il apparaît que les IMFs au Burundi ont peu besoin de financements extérieurs. Elles préfèrent placer les épargnes collectées à des taux plus intéressants auprès des banques commerciales. Le montant des dépôts est supérieur au montant des crédits accordés.	
RESULTAT 4 : Des infrastructures puliques sont transférées aux usagers			
Résultat 4.1 : Une action de réhabilitation de périmètres irrigués est menée	L'étude imbo est en cours et sera disponible avec son avenant (DAO 2 prises + canaux) dès mars 2013	Les travaux effectués sur le canal 7 et ceux prévus sur le captage 2 permettront une augmentation de la production	Dépendra du respect de la bonne gestion du périmètre et de la formation sur la gestion de l'eau
Résultat 4.2 : Des mesures de protection de l'environnement sont prises	Les activités sont programmées et planifiées	Les moyens sont disponibles avec l'appui du PAIOSA	Dépendra du respect des mesures par les riverains
Résultat 4.3 : Les centres semenciers et vétérinaires sont réhabilités et ransférés aux usagers	Les réhabilitations de 9 centres vétérinaires sont en cours sont planifiées, les études pour la réhabilitation des centres semenciers sont en cours.	Les moyens sont disponibles	Dépendra des moyens dont la DPAA disposera pour effectuer le transfert progressivement

	Budget €	Dépenses 2010	Dépenses 2011	Dépenses 2012	Dépenses totales (31/12/2012)	Solde budget	Taux d'exécution
Cogestion	3.175.000	15.560	250.302	882.436	1.132.738	2.043.162	36%
Régie	1.824.100	389.525	797.446	389.585	1.187.298	636.802	65%
Total	5.000.000	405.085	1.047.748	1.272.021	2.320.036	2.679.964	46%

Budget 2012 €	Dépenses totales année N (31/12/2012)	Taux d'exécution
1.372.230	1.272.021	93%

2.1 Points saillants

- Finalisation convention primes structurelles cadres de la DPEA (contrat de performance)
- Fourniture de 20 motos avec la convention d'entretien
- Fourniture de petit matériel vétérinaire et frigo pour vaccins
- Réunions régulières PADAP-DPAE et concertation systématique
- Mise à disposition de la DPAE d'un bon environnement de travail
- Bonne collaboration avec le PAIOSA
- Formation de 132 alphabétiseurs et chacun a bénéficié d'un vélo
- 1ere session d'alphabétisation (4000 apprenants)
- Convention avec CAPAD pour l'appui à la structuration et accompagnement des OPA
- Formation de 165 membres de 55 OP sur les statuts et ROI
- Formation sur la gestion et petite comptabilité de 276 membres de 69 OP
- Renforcement des capacités et accompagnement des partenaires dans les différentes filières
- Production et mise en place de 2.000.000 plants forestiers
- Fin de l'étude sur la concertation entre les acteurs du réseau d'irrigation
- Attribution du marché de travaux de réhabilitation et construction des centres vétérinaires
- Etude réhabilitation des centres semenciers
- Etude construction abattoir
- Démarrage études impact environnemental abattoir

2.2 Risques clé

- Manque de coordination des interventions ;
- Faible budget de fonctionnement de la DPAE ;
- Mentalité d'assistantat reste ancrée chez beaucoup d'intervenants, risque de non durabilité
- Manque d'esprit d'entrepreneuriat et de responsabilisation
- Faible orientation vers le marché/exportation avec manque de vision de l'administration.
- La croissance démographique rapide associée à la rareté des terres cultivables constituent les causes de l'exploitation excessive des terres.
- Météo capricieuse surtout en saison a (septembre – décembre)
- Impunité vis-à-vis des sabotages sur le réseau.

2.3 Leçons apprises et recommandations clé

Composante 1.

Leçons apprises

La communication quotidienne avec la DPAE apporte une bonne organisation du travail et l'efficacité des interventions.

Sans appui extérieur, (projets, programmes,...) la DPAE n'est pas en situation d'assurer ses rôles régaliens, faute de budget de fonctionnement alloué et d'orientations dans ce sens par le niveau central. Une meilleure concertation entre le PADAP-Cibitoke et le PAI-MINAGRIE et les autres projets agricoles (prochainement dans le cadre du PAIOSA) contribuera à relever ce défi.

L'accompagnement du SAF de la DPAE par le RAF du PADAP permet d'améliorer la gestion des stocks, du personnel de la DPAE, etc...

Recommandations

La DPAE a besoin d'un budget de fonctionnement à la hauteur des tâches qui lui incombent.

Les formations doivent toutes faire l'objet d'un test pour évaluer leur portée.

Certaines formations se doivent d'être permanentes avec contrôle des acquis des groupes formés.

Mettre en pratique les recommandations issues du Diagnostic des DPAE Bubanza et Cibitoke.

Composantes 2 & 3

Leçons apprises

L'appui aux CAI tels que prévus dans le DTF n'est pas adapté aux réalités de terrain.

Les IMF appliquent des taux trop élevés et non adaptés aux besoins des OP

Il est important de bien identifier les Op avec lesquelles l'accompagnement du projet sera le plus porteur.

Le projet doit se donner les moyens humains et le temps nécessaire pour suivre régulièrement ces OPs.

La mise en œuvre de fonds de subvention de type microprojet doit être précédée d'un temps suffisant

La fiche de demande d'appui au projet semble parfois un peu lourde (à voir avec PAIOSA).

Il faut prévenir les OP qui demandent un appui en termes d'infrastructures des délais de mise en œuvre.

Tous les appuis doivent être accompagnés de formation, d'appui conseil,...

D'une manière générale, afin d'accroître l'efficacité et l'efficacités de nos actions, il est nécessaire de prévoir un temps suffisant pour l'instruction des dossiers, l'accompagnement des bénéficiaires.

Les demandes d'appui doivent être accompagnées par le projet auprès des organismes financiers susceptibles d'accorder les crédits demandés.

Recommandations

- Favoriser la concertation entre projets CTB afin d'harmoniser les méthodologies d'intervention (les templates,..) tout en laissant des marges en fonction des filières porteuses.
- Vu l'ambition des résultats à atteindre, donner encore plus de moyens en terme de ressources humaines.
- Favoriser les concertations des acteurs projets au niveau des provinces afin d'éviter des chevauchements ou des méthodologies antagonistes.
- Favoriser des actions pilotes et en capitaliser les résultats
- Identifier rigoureusement les OP porteuses à appuyer et se concentrer sur les filières retenues (PAIOSA)
- Appuyer les OP dans l'élaboration de leur dossier de demande de crédit et les accompagner physiquement dans ce sens.

Composante 4

Leçons apprises

Les usagers ne sont pas prêts à assurer une bonne gestion des infrastructures qui doivent leur être transférées (manque de rigueur, de compétences,...)

Recommandations

Prévoir une transition progressive appuyée de formations

Une ingénierie sociale doit précéder / accompagner la construction / réhabilitation des ouvrages sur les périmètres irrigués.

Avec l'appui du consultant GR bien appréhender les aspects protection des bassins versants et la conservation des sols, avec 2 visions :

- les bassins versants des rivières qui alimentent le réseau d'irrigation
- la LAE (reboisement et plantation d'herbes fixatrices)

3 Analyse de l'intervention

3.1 Contexte

3.1.1 Évolution du contexte

- a) Historique :
 - Le projet a subi des retards dès son démarrage avec l'absence des 2AT durant le mois de mai 2010 (formation au siège), le contexte électoral durant les mois de juin à septembre 2010, période durant laquelle les partenaires étaient peu disponibles.
 - Le premier DI a donné sa démission en janvier 2011 et le projet est resté sans DI jusque début mai 2011.
 - Départ des 2 ATs Junior 2^{ème} semestre 2011 pour cause d'insécurité.
 - Des périodes d'insécurité ont été à déplorer au cours de l'année 2011.
 - Les requêtes écrites de la DPAE dans le cadre de la composante 1 (appui en matériel et réhabilitation / construction d'infrastructures, motos, vélos,...) ne sont parvenues au PADAP que fin 2011.
 - Depuis l'arrivée du nouveau DPAE La collaboration s'est nettement améliorée et la dynamique de mise en œuvre des activités s'est accélérée ;
- b) La province évolue toujours dans un environnement de l'aide d'urgence, alors que le projet vise le développement économique durable
- c) La décentralisation n'évolue pas et la dépendance de la capitale reste lourde.
- d) La Direction Provinciale intervient toujours dans les domaines non-régaliens, le changement devra être progressif avec la participation de tous les concernés
- e) L'existence du programme national d'investissement agricole constitue un cadre adéquat pour situer toutes les interventions ;
- f) La coordination/synergie entre les intervenants (bailleurs/PTF et ONG) n'est pas une priorité de ces mêmes acteurs de développement ; heureusement, avec la contribution du PADAP-Cibitoke et l'aide du ministère, la situation commence à s'améliorer ;
- g) La collaboration avec les autres interventions de la CTB s'accélère avec le démarrage du PAIOSA.

3.1.2 Ancrage institutionnel

Composante 1 : ancrage à la DPAE approprié : l'appui à certains rôles régaliens donne une valeur ajoutée dans le cadre de la composante 1.

Composante 2 et 3 : l'ancrage initial prévu était peu approprié. L'ancrage est plus approprié au niveau des collectivités décentralisées. Cet ancrage peut (et doit) être renforcé dans le cadre des futures actions « CAI – appui aux OPs ».

Composante 4 : l'ancrage est adapté au principe de transfert des infrastructures publiques vers des privés

3.1.3 Modalités d'exécution

En fait Les realives à l'ancrage sont d'application ici.

De son côté, le PADAP fait l'expérience heureuse de se faire appuyer par un partenaire (CAPAD) pour mieux réaliser le renforcement des OP et aussi des agents de suivi pour permettre un meilleur suivi sur le terrain de la mise en œuvre de ses activités.

Aussi, le PADAP qui sera devenue l'antenne IMBO du PAIOSA a pour mission pour 2013 d'appuyer la DPAE à faire exécuter ses activités par le secteur privé et de se limiter à son rôle régalien.

3.1.4 Dynamique « Harmo »

La proximité de Bujumbura a pour conséquence que tous les intervenants dans le domaine sont basés à Bujumbura. Les conséquences sont les suivantes :

- Peu de possibilités d'échanger (DPAE avec les partenaires) sur place à Cibitoke

- De plus le DPAA est invité à se déplacer à Bujumbura pour travailler avec ces collaborateurs
En général : les partenaires, sous pression des objectifs qu'ils ont à atteindre ne sont pas suffisamment disponibles pour qu'une réelle concertation soit effective.

3.2 Objectif spécifique

3.2.1 Indicateurs

O.S Indicateurs							Suivi 2012		
L'objectif spécifique est « Les productions agricoles de la Province de Cibitoke sont augmentées et valorisées ».									
Description	Valeur de base	Valeur cible finale	Valeur cible 2010	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Valeur cible 2013	Réalisé en 2012	Commentaires	Recommandations
Taux annuel d'augmentation de la production agricole et animale dans la province Cibitoke	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Mais (5550.3 tonnes saison A ; 3816.3 tonnes saison B et 623.19 tonnes saison C) La production totale du lait trait pour l'année 2012 est de 2261.5 litres Source : Rapport 2012 DPAE	La production de la saison agricole 2012A a été moins bonne pour toutes les cultures en générale. Comparativement aux productions de l'année 2011 à la même saison suite aux perturbations climatiques surtout dans la plaine de l'Imbo	
Taux d'insécurité alimentaire dans la province Cibitoke	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non disponible	Cet indicateur nécessite une enquête	Mener une enquête « ménages », et une enquête sur la sécheresse saison a 2012 / 2013
Proportion de ménages qui estiment que leurs revenus ont augmenté depuis la mise en œuvre du programme dans la province de cibitoke	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non disponible	Cet indicateur nécessite une enquête	Mener une enquête « ménages »
Degré de satisfaction des membres des OP pour les services rendus par leurs OP	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non disponible	Cet indicateur nécessite une enquête	Mener une enquête « ménages »
Evolution du nombre d'entrepreneurs ou d'OP agricoles ou para-agricoles dont le chiffre d'affaire augmente	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non disponible	Cet indicateur nécessite une collecte de données de routine	Accélérer la professionnalisation des OP

Dans le cadre de la planification pour 2013 (antenne IMBO PAIOSA), les valeurs cibles des indicateurs devront être définies.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Toutes les activités en rapport avec le renforcement de la DPEA ont été réalisées, sauf la formation des agents de la DPAE (seulement initiée avec 2 formations). Les activités d'appui aux OP sont suffisamment mises en œuvre.

3.2.3 Risques et hypothèses

Le cadre logique donne comme principales hypothèses les risques suivants :

1. La stabilité politique et économique au niveau national et provincial.
2. Le climat est favorable.

Risque (décrire)	Probabilité	Incidences potentielles		Risque (impact)
		Décrire	Score	
La stabilité politique	M	Clientélisme ou faillite de système de clientélisme	M	B
La situation économique : dons, entrepreneuriat, énergie	E	1. Il manque l'esprit d'entrepreneuriat, 2. L'évolution économique reste principalement tirée par Bujumbura,	M/E	C
La corruption	E	La corruption étant relativement importante bénéficiaires/ fournisseurs	E	D
La situation foncière / pression démographique	E	La pression sur les terres reste importante	M/E	B
Manque de coordination des interventions	M	Risque de doublons des domaines non couverts	M	C
Pas de possibilités pour la DPAE de se limiter aux rôles régaliens	F	La DPAE manque de moyens de fonctionnement	F	A
Faiblesse du Suivi évaluation	M	Le projet ne dispose pas d'indicateurs clairs	M	B

3.2.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	L'appui à la DPAE est adapté.
Efficiences	C	L'efficience en termes de le taux activités/ressources disponibles/résultats escomptés reste faible mais évolue progressivement
Durabilité	B	La DPAE est capable de pérenniser les résultats des activités. le point faible est le manque de résultat dans la promotion de la transformation, l'appui aux filières, la mise en communication de l'ensemble des acteurs.
Pertinence	A	La composante 1 s'inscrit parfaitement aux attentes de la DPAE, aux besoins de la province, aux priorités globales et à la politique nationale.

3.2.5 Impact potentiel

L'impact de l'objectif spécifique contribuera aux objectifs sectoriels du MINAGRIE à travers le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) et la Stratégie Nationale (SAN) surtout aux points en rapport avec le renforcement des institutions et l'organisation du monde rural en associations pour mieux organiser les productions et accroître les rendements tant qualitatifs que quantitatifs.

Avec l'appui du PAIOSA, le PADAP a proposé de modifier le cadre logique, surtout le plan des indicateurs, de manière à se trouver dans un contexte plus réaliste.

3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Mettre en place les moyens de communication et de collaboration entre la DPAE et les communes ; entre les commerçants/transformateurs et les producteurs en impliquant les coopératives, les OP en appuyant leurs structures.	3.2.2	PADAP Gouverneur	Q4 2013
Rester proche des bénéficiaires pour essayer écouter les possibles plaintes et cas de corruption		DPAE Cibitoke	2013
Améliorer la coordination des interventions par renforcement de systèmes de coordination et supervision de la DPAE	3.2.2	DPAE Cibitoke	2013
Mettre en place un système de planification basée sur les résultats	3.2.2	PADAP	Q1 2013

3.3 Résultat 1 Renforcement DPAE

3.3.1 Indicateurs

R1 indicateurs							Suivi 2012		
R1:La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics.									
Description	Valeur de base	Valeur cible final	Valeur cible 2010	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Valeur cible 2013	Réalisé en 2012	Commentaires	Recommandations
Degré d'efficacité de la DPAE à assurer ses fonctions régaliennes	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non disponible	La grille d'évaluation des DPEA n'est pas disponible pour Cibitoke. C'est PAIOSA qui devrait élaborer et diffuser cette grille	Disponibiliser la grille d'évaluation des DPEA
Proportion de techniciens / agents DPAE dotés de moyens de déplacement et informatiques pour remplir leurs missions	NA	NA	NA	NA	NA	NA	82,7% techniciens / agents DPAE dotés de moyens de déplacement pour remplir leurs missions 88,9 % de cadres de la DPAE dotés de moyens informatiques pour remplir leurs missions		
Budget de fonctionnement disponible/consommé par la DPAE	NA	NA	NA	NA	NA	NA	46.624,48 € consommé par la DPAE	Données de novembre 2012	
Degré d'efficacité de la DPAE a assuré ses activités de planification, programmation, coordination et suivi-évaluation au niveau provincial	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non disponible	La grille d'évaluation des DPEA n'est pas disponible pour Cibitoke. C'est PAIOSA qui devrait élaborer et diffuser cette grille	Disponibiliser la grille d'évaluation des DPEA

Nombre d'ouvrages publics réhabilités et équipés (bureaux Provinciaux, communaux,...)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	-Extension des bureaux de la DPAE (4 bureaux et toilettes) -Réhabilitation du logement de la DPAE -Construction de 2 guérites en dur -Construction de la clôture en briques maçonnées	Attribution du marché de travaux de réhabilitation de 7 bureaux communaux de la DPAE	
Le diagnostic de la DPAE est réalisé et approuvé par la DPAE	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Le rapport est disponible		
Le plan de formation est élaboré par la DPAE avec l'appui du PADAP	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé		La DPAE devrait initier cette activité avec l'appui de PADAP
Proportion des agents de la DPAE formés par rapport au plan de formation élaboré	NA	NA	NA	NA	NA	NA	85,9% agents de la DPAE formés mais le plan de formation est en cours de finalisation		
Existence d'un plan visant à opérationnaliser la SAN dans la province	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Le plan provincial a été élaboré avec l'appui de PAIOSA		
Existence d'un plan de retrait progressif des fonctions productives et commerciales de la DPAE	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé		La DPAE devrait initier cette activité avec l'appui de PADAP

3.3.2 Bilan activités

Activités (Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1 Réhabilitation des bureaux de la DPAE		X			
2 Construction de bureaux à la DPAE		X			
3 Mise à disposition de 2 pick-up		X			
4 Formations agents terrain diverses		X			
5 Mobilier DPAE		X			
6 Matériel bureautique DPAE		X			
7 Antenne internet DPAE et PADAP		X			
8 Installation groupe électrogène		X			
9 Conventions primes agents de la DPAE		X			
10 Aménagement parcelle DPAE		X			
11 Diagnostic DPAE		X			
12 Coordination interventions		X			
13 Mise à disposition de 33 motos		X			
14 Mise à disposition de 216 vélos		X			

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 1 : La DPAE dispose des moyens nécessaires pour fonctionner efficacement à partir de Début 2012. La DPAE est renforcée de manière à être opérationnelle. La formation sur la fertilité des sols et la Lutte anti-érosive ont été portées.

3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Risque (score)
		Décrire	Score	
1 Les contrats de performance sont difficiles d'application (risque de conflit)	M	Les agents DPAE restent à la recherche d'emplois mieux rémunérés	E	B
2 Manque de coordination des intervenants	E	1 Risque de doublons et de domaines non couverts 2 La DPAE peut difficilement assurer son rôle de coordination	M	C
3. manque de personnel (DAF à former et manque d'un chef de service GR)	E	Gestion faible des ressources de la DPAE, retard dans l'avancement des activités de lutte contre l'érosion	M	C

3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	L'appui à la DPAE est bien ciblé et doit être finalisé
Efficience	A	L'efficience en termes du taux activités/frais généraux ; l'implication des agents de la DPAE dans les activités non régaliennes a une influence sur l'efficience en augmentant les frais généraux
Durabilité	B	La DPAE est capable de pérenniser les résultats des activités mais doit continuer à être suivie.
Pertinence	A	La composante 1 s'inscrit parfaitement dans les priorités du gouvernement : PNIA et SAN.

3.3.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire est à **53%** du budget total de la composante.

3.3.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Améliorer la coordination des interventions par renforcement de systèmes de coordination et supervision de la DPAE	3.3.4	Province plan et DPAE	2013
Continuer la formation du nouveau DAF Affecter rapidement un chef de service GR compétent et expérimenté	3.3.4	DPAE	Q1 2013

3.4 Résultat 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole

3.4.1 Indicateurs

R2 indicateurs							Suivi 2012		
R2:Emergence d'une professionnalisation agricole.									
Description	Valeur de base	Valeur cible final	Valeur cible 2010	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Valeur cible 2013	Réalisé en 2012	Commentaires	Recommandations
Degré d'efficacité des OPA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	La grille d'évaluation des OP n'est pas disponible pour Cibitoke.	Disponibiliser la grille d'évaluation des OP
Taux de participants alphabétisation terminant le cycle	NA	NA	NA	NA	NA	NA	4 048 participants	L'activité n'est pas terminée pour calculer ce taux	
Taux des alphabétisés dans les OP	NA	NA	NA	NA	NA	NA	3.9 % pour les OP de la filière miel		Disponibiliser les données pour les autres filières
% de femmes terminant le cycle	NA	NA	NA	NA	NA	NA	2916 participantes	L'activité n'est pas terminée pour calculer ce taux	
Nombre de femmes qui participent dans les comités exécutifs	NA	NA	NA	NA	NA	NA	65 femmes	Seulement 24% des femmes participent dans les comités exécutifs des OP	
Proportion de femmes participant dans les comités exécutifs ayant bénéficié de formations	NA	NA	NA	NA	NA	NA	24% des femmes ayant bénéficié de formations		
Nombre d'organisations « fonctionnelles » par filière ou en voie de le devenir	NA	NA	NA	NA	NA	NA	19 pour la filière riz dont 14 fonctionnelle 22 pour la filière mais 3 pour la filière banane 43 pour la filière miel 36 pour la filière thé		

Nombre d'OP ayant bénéficié de formations en gestion et comptabilité	NA	NA	NA	NA	NA	NA	136 OP ayant bénéficié de formations en gestion et comptabilité		
Taux de membres par OP ayant bénéficié d'une formation en gestion et comptabilité	NA	NA	NA	NA	NA	NA	49 % de membres d'OP ayant bénéficié d'une formation en gestion et comptabilité		
Nombre d'OP ayant bénéficié de formations en leadership et gouvernance démocratique	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Activité prévue pour 2013	
Taux de membres par OP ayant bénéficié de formations en leadership et gouvernance démocratique	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Activité prévue pour 2013	
Taux de femmes ayant participé dans les formations en leadership et gouvernance démocratique	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Activité prévue pour 2013	

La situation de référence n'a pas été établie en début de projet. En février 2011 lors de la réunion de la 2^{ème} SMCL, des propositions de changement de certaines activités ont été approuvées. Au départ le partenaire identifié dans le DTF pour exécuter l'alphabétisation était le CDF mais il a été décidé lors de la réunion de la SMCL de laisser le libre choix au projet du partenaire chargé de l'exécution de l'alphabétisation. Aussi, Initialement prévue aux seules associations partenaires avec PADAP, cette activité a été étendue sur toutes les collines de la province Cibitoke. C'est ainsi que la Direction de l'alphabétisation (qui était au départ le service National de l'alphabétisation avant la réorganisation du Ministère) a été choisi compte tenu que ça se trouvait dans ses mandats régionaux. Les conventions de collaboration ont été élaborées et mises en œuvre en 2012.

Concernant l'appui à la structuration une autre modification a été adoptée lors de la 2^{ème} réunion de la SMCL :

Guidé par l'approche professionnalisation et afin d'éviter une dispersion, il a été retenu par la SMCL que le PADAP intègre les femmes (résultat 2.2) au sein des OPA dans les filières retenues où l'approche genre sera prise en compte. Ainsi le résultat appui aux leaders paysannes a été directement intégré dans le résultat relatif aux associations et groupements renforcés (résultat 2.3)

Sur base des listes fournies par la DPAE Cibitoke et la MANE Cibitoke plus de 800 associations ont été recensées. Guidé par des initiatives existantes, quelques associations ont été identifiées comme partenaires du projet mais le processus continu. Un contrat avec CAPAD, une ONG locale spécialisée en structuration, a été signé et un agent avec expérience en structuration a été affecté au projet pour accompagnement rapproché de ces associations.

3.4.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
2.1.1. Equipement des centres d'alphabétisation, des alphabétiseurs					
- achat des motos pour le coordonateur provincial de l'alphabétisation et les 6 encadreurs communaux		X			
2.1.2. Réalisation des sessions d'alphabétisation					
- Identification des partenaires liées à la problématique alphabétisation		X			
- Réunions de concertation PADAP – CDF- Service National de l'Alphabétisation (SNA)		X			
- Etat des lieux des activités d'alphabétisation et analyse des possibilités de synergie d'intervention			X		Il a été difficile que les deux partenaires (CDF- SNA) puissent s'entendre pour piloter ensemble l'activité
- Proposition de collaboration avec le SNA – rencontres avec Coordination provinciale et Direction nationale		X			
- Elaboration d'une stratégie - Plan d'actions prévisionnel – Budgétisation prévisionnelle – Cadre logique des interventions – Ebauche de planification – Support de contrôles		X			
- Elaboration d'une convention cadre et de 3 conventions spécifiques (A. Formation des alphabétiseurs, B. Session d'alphabétisation, C. gestion moto et fonctionnement)		X			

- Discussion des conventions avec équipe du projet et CTB			X		Ça a pris du temps pour arriver à harmoniser avec les motos DPAE
- Discussion des conventions avec le partenaire			X		C'était difficile de pouvoir s'entendre sur certains points surtout liés au frais des missions pour la direction nationale, les per diem pour les formateurs, etc
- Approbation des conventions par toutes les parties	X				
2.2.1. Appui aux leaders paysans				X	Avec l'aval de la SMCL, cette activité a été intégrée dans l'activité 2.3.2 appui organisationnel et institutionnel des OP qui devra obligatoirement prendre en compte le genre.
2.3.1. Diagnostic des OP de la province et élaboration de démarches de professionnalisation				X	Avec l'aval de la SMCL cette activité a été intégrée dans l'activité.3.2 appui organisationnel et institutionnel des OP
2.3.2. Appui organisationnel et institutionnel aux OP					
- Répertoire des OP travaillant dans le secteur agricole		X			
- identification des OP avec lesquels le projet peut collaborer (sur base de leur initiative et de leur dynamisme)			X		La plupart des OP existent par leur nom et n'ont jamais eu d'activités qui les lient, ils se créent parce qu'il y a un projet qui vient pour profiter de son appui
- identification des prestataires (ONG locales) spécialisés en structuration		X			
- Elaboration et lancement d'une Demande de cotation pour le choix du prestataire en structuration		X			
2.3.3. Appuyer la structuration vers des niveaux supérieurs				X	Avec aval de la SMCL cette activité a été intégrée dans l'activité.3.2 appui organisationnel et institutionnel des OP

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole :

L'évolution a été lente du fait de l'identification des partenaires et du niveau faible d'organisation des associations.

Résultat 2.1 : L'alphabetisation des paysans et en particulier des femmes, est améliorée

La mise en œuvre de ces conventions a débuté en 2012. Ainsi la 1ere session d'alphabetisation a concerne 4048 participants.

Résultat 2.2 Les leaders paysannes sont renforcées et un réseau est mise en place

Guidé par l'approche professionnalisation agricole, on a trouvé que ce résultat n'était pas pertinent car il serait insensé de créer un réseau de femmes uniquement alors qu'on est dans une logique de renforcement des organisations de producteurs agricoles au sein des filières agricoles afin de les professionnaliser. Toutefois étant donné que les activités de ce résultat ont été intégrées dans le résultat 2.3 qui prendra inévitablement en compte la dimension genre, une partie de ce résultat sera atteint car

les leaders paysannes membres des OPA seront renforcées.

Résultat 2.3 Les associations et groupement sont renforcés

A Cibitoke, il existe une multitude d'associations et groupements dans le secteur agricole. Cependant la plupart de ces associations sont au niveau zéro sur tous les points de vu et certaines d'entre elles n'existent seulement que par leur nom. Un travail d'identification des associations plus ou moins viables a été déjà effectué, des réunions de concertation pour identification de leurs besoins ont été également organisées. Ces discussions ont aboutis à un recrutement d'un prestataire de services qui a mis à la disposition du projet un agent qui assure un accompagnement rapproché de ces OP en ce qui est de l'appui organisationnel et institutionnel. Cet accompagnement qui a commencé avec le début de l'année 2012 a permis aux OP d'être plus professionnelles en rendant correctement les services à leurs membres et partant d'être plus viables et plus durables.

3.4.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Absence de salles pour alphabétisation sur l'une ou l'autre colline	Moyenne	Il pourrait y avoir l'une ou l'autre colline qui manque de salle du fait que la direction de l'alphabétisation utilise des salles existences (écoles, églises,...)	M	C
Désintérêt de la population et de certains agents du ministère quant à l'alphabétisation	Moyenne	Certaines personnes ne comprennent pas que l'alphabétisation est le moteur du développement	M	C
Incohérences des approches d'appui aux OP des différents intervenants	Forte	De nombreux intervenants ont une logique de dons aux groupes cibles contraire à celle de PADAP	E	C
Les paysans sont plus habitués aux logiques de captation de l'aide sous formes de dons.	Moyenne	La plupart des OP sont toujours dans la logique de recevoir des dons	E	C

3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	C'est vrai que le résultat n'est pas encore atteint pour des raisons déjà évoquées mais les activités déjà initiées contribuent bien à la réalisation de ce résultat. Par ailleurs il faut remarquer que la professionnalisation est quelque chose qui s'acquiert après un long travail de renforcement de capacité c'est qui fait que il est trop tôt de mesurer l'efficacité.
Efficienc	B	Malgré un faible exploitation des ressources pour 2012, les outils mis en place permettront d'exploiter convenablement les ressources en 2013 (planification PAIOSA).
Durabilité	B	La durabilité de l'appui aux OP est en partie garantie par l'accompagnement rapproché qui va permettre aux OP de rendre correctement les services à leurs membres mais ça nécessitera un temps relativement long.
Pertinence	A	Les activités répondent bien aux principales faiblesses et insuffisances rencontrées au niveau des OP. C'est même la base de la réussite du résultat 3

3.4.6 Exécution budgétaire

Le taux d'utilisation budgétaire de la composante est de **18 % du total de la composante**. Les raisons principales ont été dues au fait que, d'une part, le processus d'identification du partenaire, de l'élaboration de la stratégie et de la recherche du consensus sur les conventions ont pris du temps, d'autre part que le choix des associations viables était difficile. Tous les outils sont actuellement mis en place pour permettre une bonne exécution budgétaire en 2013.

3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Sensibiliser l'administration et les services techniques de la province pour prêter les salles d'alphabétisation	3.4.4	Coordination provinciale d'alphabétisation + CAI	Q1 2013
Sensibiliser la population sur l'intérêt de l'alphabétisation	3.4.4	Coordination provinciale d'alphabétisation + Administration	Q1 2013
Organiser des réunions de concertation de tous les intervenants de la province pour harmoniser les approches	3.4.4	DPAE+ CAI	Q1 2013

3.5 Résultat 3 Appui aux initiatives économiques privées

3.5.1 Indicateurs

R3 indicateurs							Suivi 2012		
R3:Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs.									
Description	Valeur de base	Valeur cible final	Valeur cible 2010	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Valeur cible 2013	Réalisé en 2012	Commentaires	Recommandations
Nombre de micro-projets financés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	7 microprojets financés	18 microprojets ont été reçus pour financement	
Taux de micro-projets financés économiquement viables après 1 an	NA	NA	NA	NA	NA	NA	100 % sont viables après 1 an		
Quantité de semences vendues par les acteurs privés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé 2 associations multiplicatrices de semence sont déjà identifiées pour la filière Riz	On n'a pas encore commencé la vente des rejets des champs-mère	
Nombre de hangars construits	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	4 hangars en cours (2 Mugina, 1 Rugombo et 1 Murwi)	
Nombre d'agriculteurs formés sur les techniques agricoles	NA	NA	NA	NA	NA	NA	653 agriculteurs formés sur les techniques agricoles		
Proportion des femmes formées	NA	NA	NA	NA	NA	NA	28 % des femmes formées		

Volume des produits agricoles transformés dans la province Cibitoke au travers des équipements fournis par le projet	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Non Applicable actuellement étant donné qu'il n'y a pas encore d'équipement fournis pour la transformation	
Nombre de filières ayant mis en place des mécanismes de concertation réguliers	NA	NA	NA	NA	NA	NA	3 filières	Ce sont les filières : riz, miel et thé	
Taux de satisfaction sur le respect des relations contractuelles orales ou écrites entre les acteurs des filières	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Cet indicateur nécessite une petite enquête de satisfaction	Il faut organiser une petite enquête de satisfaction
Evolution du prix de l'unité de riz, du maïs, de la banane et du lait aux différents maillons de la filière	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Prix moyen au niveau des marchés de cibitoke : 1270Fbu/kg riz blanc 448Fbu/kg maïs grain 904 Fbu/kg maïs farine 379Fbu/kg banana a cuire 967Fbu/l lait Source : Rapport 2012 DPAAE	Cet indicateur nécessite une enquête	Il faut organiser une enquête
Taux de satisfaction des consommateurs par rapport à la qualité des produits des filières ciblés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Cet indicateur nécessite une petite enquête de satisfaction	Il faut organiser une petite enquête de satisfaction
Volume de crédits accordés par les IMF et les banques	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Cet indicateur sera collecté en 2013	
Proportion des ménages bénéficiant du système de microcrédit	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé	Cet indicateur nécessite une enquête ménage	Il faut organiser une enquête ménage

3.5.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
3.1 CAI installés et opérationnels					
3.1.1 Installer les centres d'appui aux initiatives				D	Non encore mis en œuvre.
3.1.2 Mise en œuvre des activités d'appui du CAI				D	Problème initial conceptuel
3.2 Initiatives économiques appuyées au sein de la chaîne des valeurs					
3.2.1 Identifier et prioriser les initiatives économiques		B			
Etudes filières		B			
Atelier de concertation des acteurs agricole de province		B			
3.2.2 Apporter les appuis techniques et financiers aux porteurs de projet		B			
Appui fédération thé de Buhoro Formations fertilisation en collaboration avec IFDC Fonds de roulement en nature (intrants)		B			
Appui « secteur Banane » Contrat de collaboration (CIALCA, ADISCO, PADAP) 5 Champs mère issus de vitroplants (9500 plants), Formation 40 formateurs OPAs Formation 160 membres du personnel de laDPAE dont 132 Monagris DPAAE sur les maladies Avec Cialca, élaboration, multiplication et distribution de fiches technique sur les maladies du bananier Avec Cialca élaboration et multilication et distribution de carnet de veille phytosanitaire		B			
Appui « secteur Riz » Réunions d'échange inter province sur petite mécanisation et méthode des engrais briquette Fonds expérimental petite mécanisation (motoculteur) Fonds expérimental engrais briquette Commande motoculteurs		B			
Appui « secteur tomate » Réunions Identification de besoins Fonds de roulement en nature (intrants...)		B			
3.4 Amélioration de l'offre des produits financiers					
Renforcement des services financiers Etude microfinance (offre demande)		B	C		Fonds de garantie et fonds de crédit remis en cause (expérience Kirundo !!) au profit de fonds de subvention pour l'investissement de base (hangar,...) et de fonds de roulement en nature. A ce jour seul un fonds de formation est envisagé dans l'immédiat afin de renforcer les capacités des IMfs

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Evolution lente notamment causée par l'identification d'OPAs crédibles et potentiellement proactives. Le renforcement des OP est un processus long. Il est important de veiller, préalablement à cibler les OPs avec lesquelles les chances de réussite potentielle sont estimées significatives.

Si depuis 1993, il y a très peu d'intervenants qui sont basés sur la province de Cibitoke et encore moins œuvrant dans le cadre du développement durable, les principales interventions des projets se sont déroulées dans un cadre d'urgence conduisant à une profusion d'associations opportunistes généralement attentistes et peu créatives (plus de 800 sur la province).

On observe donc des bénéficiaires potentielles peu organisés, peu motivés, peu formés,... Il convient donc de développer des activités pilotes basées sur des initiatives existantes

Débutant par l'appui organisationnel et la structuration des OPAs, cela doit passer progressivement par des formations techniques assorties de fonds de roulement en nature et ensuite de structures de stockage ou de transformation.

Le démarrage de ces appuis nécessite actuellement un renforcement des ressources humaines du projet. Actuellement, le personnel en charge des composantes 2 et 3 se compose d'un ATI (fin de contrat au 30 juin 2012) et d'un coordonnateur.

3.1 Centres d'appui aux initiatives (CAI)

Certains concepts trop théoriques et parfois peu opérationnels dans les DTF peuvent conduire à des confusions retardant considérablement la mise en œuvre. (cas du CAI)

Le concept même du CAI a été remis en cause à Kirundo lors de leur dernière MTR.

Toutefois certains aspects du CAI sont envisagés en se reposant sur 2 structures existantes avec un niveau d'organisation relativement bon. C'est ainsi que le PADAP est intervenu dans pour renforcer la fédération des théiculteurs de Buhoro (1000 membres) et l'union des producteurs de riz Ejo Heza afin qu'à terme elle puisse développer certains services à ses membres.

3.2 Initiatives économiques appuyées au sein de la chaîne des valeurs

Actuellement l'identification nous a permis d'envisager de mettre en place des stratégies d'appui au sein des OPAs retenues. Afin d'évoluer rapidement, ces OPAS doivent bénéficier d'un suivi rapproché de la part du projet ou de la part de partenaires. C'est dans cette intention que certains contrats de partenariats ont été établis avec des structures locale existantes. Toutefois fort est de constater que les structures locales d'appui ont également des capacités parfois fort limitées.

3.4 Amélioration de l'offre des produits financiers

Avant d'améliorer l'accès aux produits financiers, il apparait à travers une étude sur la micro finance à Cibitoke qu'il convient de diminuer les taux d'intérêts pratiqués (2,2 à 2,6%/mois). Pour ce faire, il convient de diminuer d'une part les risques encourus par l'IMF par une formation du personnel devant déboucher sur une

- Une meilleure analyse et suivi des dossiers de prêts
- Mise en place de mécanisme de caution solidaire
- Mise en place de mécanismes de décaissement progressif
- Une meilleure information des produits

et d'autre part d'améliorer la faculté de remboursement de l'opérateur par l'amélioration de sa productivité (accès semence et intrants de qualité, hangar de stockage)

L'étude de faisabilité de mise en place d'un fonds de garantie pour le FMRP et d'autre part à une étude sur une stratégie commune CTB en matière de micro finance au Burundi a montré les faiblesses des IMF's existantes à Cibitoke. Des formations auprès de la COOSPEC ont été initiées en 2012 et un appui en matériel informatique a été consenti par le PADAP.

3.5.4 Risques et hypothèses

Risque	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Risque (score)
		Décrire	Score	
L'environnement socio économique malgré une meilleure stabilité n'encourage pas les dynamiques économiques	Moyenne	Le climat actuel, même s'il s'améliore, ne pousse pas le privé à investir dans des fonctions productives.	M	M

La politique de développement agricole manque de vision stratégique et d'actions concrètes durables.	Moyenne	Exemple : Politique de subvention partielle des intrants qui entre en concurrence avec le secteur privé qui se désengage de ce secteur. Politique de distribution gratuite des rejets de bananiers qui augmentent gravement les risques de dissémination des maladies.	M	M
Les méthodologies de développement des divers intervenants sont antagonistes (PADAP, FIDA, FAO,..)	Moyenne	Manque de motivation des OPAs à rentrer dans un système pérenne plus rigoureux et contraignant. Les OP s'enfoncent dans leur logique d'assistanat	Elevé	M
La DPAE veut garder ses fonctions commerciales	Moyenne	Compétition inégale entre secteur privé et secteur étatique	M	M

3.5.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Même si la démarche de l'appui aux OPAs est bonne, le résultat de la professionnalisation des OPAs ne sera pas atteint dans l'immédiat. Le renforcement est une activité à inscrire dans une approche moyen à long terme. L'accès des OPAs et privés aux services doit être complètement revu.
Efficiace	B	L'exploitation des ressources est restée faible en 2012 mais elle devrait s'accroître à partir de 2013.
Durabilité	B	La durabilité nécessite avant tout une stratégie claire, une base solide et un accompagnement holistique à court et moyen terme afin de viser l'appropriation par les bénéficiaires. C'est pour cela qu'il convient dès le départ même si cela ralentit le processus d'identifier des OP's potentiellement aptes et réceptives et de les accompagner peu à peu autour d'activité rémunératrice.
Pertinence	A	La plupart des activités répondent aux principales faiblesses et insuffisances rencontrées au niveau des OP's et des individus. Par contre certaines stratégies du DTF semblent peu pertinentes notamment celles relatives au CAI et à la micro finance

3.5.6 Exécution budgétaire

Le taux d'exécution budgétaire est au 31/12/2012 de **10 %** ce qui est très faible. Avec le renforcement de l'équipe du projet, le taux d'exécution devra s'accélérer fortement dès le début 2013.

3.5.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteurs	Deadline
Renforcement des ressources humaines impliquées dans l'appui aux initiatives. Un min de 2 personnes contractualisées au PADAP devraient être recrutées afin de renforcer le coordinateur du CAI		PADAP Cibitoke	Début 2013
Suite à l'évaluation finale du PADAP Kirundo,		PADAPCib-PADAPKir - PAIOSA	Début 2013

<p>de MTR du PADAP Cibitoke et en synergie avec le PAIOSA, il est urgent de capitaliser les expériences et d'harmoniser.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) l'opérationnalité du CAI 2) Le mode et la forme d'appuis financiers à apporter aux OPAs (fonds en nature, fonds de subvention,...) 3) Modalité de mise en œuvre en vue de l'amélioration de l'accès aux crédits 			
<p>Nécessité de réflexions profondes sur des stratégies pragmatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement de la micro finance du monde rural - Mécanisme d'amélioration de l'accès aux semences, engrais, phytosanitaire - Renforcement des capacités des organismes d'encadrement privé (ONG, ASBL,..) ou étatiques 		PADAP Cibi - PAIOSA	2013

3.6 Résultat 4 : des infrastructures sont réhabilitées et transférées aux usagers et en voie de viabilisations

3.6.1 Indicateurs

R4 indicateurs							Suivi 2012		
R4:Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mises en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation.									
Description	Valeur de base	Valeur cible final	Valeur cible 2010	Valeur cible 2011	Valeur cible 2012	Valeur cible 2013	Réalisé en 2012	Commentaires	Recommandations
Nombre de personnes participant aux formations initiales ou voyage d'études	NA	NA	NA	NA	NA	NA	17 producteurs de riz	Visites d'échange d'expérience a Bujumbura rural (Mutimbuzi) et a Gihanga (Bubanza)	
Nombre de mètres linéaires d'aménagements antiérosif	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Longueur courbes de niveau piquetée (m linéaire) : 353.760 Longueur courbes de niveau plantée (m linéaire) : 76.330 Source : rapport 2012 DPAE		
Nombre de plans produits et distribués dans le cadre de la lutte anti-érosive	NA	NA	NA	NA	NA	NA	2.013.280 de plants produits en Pépinière	Le nombre plans distribués sera disponible en 2013	
Nombre d'Ha de plantation	NA	NA	NA	NA	NA	NA	98,3 Ha de superficies boisées par les plans produits en 2011		
Nombre de centres réhabilités (semenciers et vétérinaires)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	9 centres vétérinaires en cours de réhabilitation	Etude réhabilitation des centres semenciers en cours	
Nombre de contrats de transfert avec les OP/opérateurs privés passés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé		
% de contrats correctement exécutés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Non réalisé		

Nombre de bovins vaccinés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Brucellose : 4000 2 charbons : 2990		
Nombre d'actes d'insémination artificielle réussis	NA	NA	NA	NA	NA	NA	283 vaches inséminées	En 2011, sur 184 vaches inséminées, la DPEA a enregistré 37 naissances, soit 20% d'actes d'insémination artificielle réussis	
Effectif des bovins utilisant des Vermifuges	NA	NA	NA	NA	NA	NA	8.526 bovins (43 %)		
Nombre de bovins marqués	NA	NA	NA	NA	NA	NA	19.650 bovins marqués		

3.6.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
Etude sur l'amélioration des terres et de l'eau en plaine de l'imbo		X			Fin de l'étude et avenants : prévu mars 2013
Concertation entre les acteurs du réseau		X			Fin de l'étude : octobre 2012
Plantation d'espèces forestières		X			98 has plantés
2.000.000 plants produits		X			(soit 3.000 ha à planter)
réhabilitation/construction de 9 centres vétérinaires		X			Réception des travaux en avril 2013

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

- ➔ Les études sont en cours (réhabilitation du réseau, concertation entre les acteurs et les consultants ont une bonne connaissance de la zone)
- ➔ Effets inattendus : ralentissements desancements d'AO par manque de disponibilité de cadres
- ➔ Facteurs d'influences sur les activités : Accélération des demandes exprimées par la DPAE et augmentation des activités initiées depuis la nomination d'un nouveau DPAE en janvier 2012.

Les réhabilitations et construction des centres vétérinaires et semenciers est initiée. Et 2.013.280 de plants ont été produits et seront distribués en 2013.

3.6.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Manque de disponibilité pour l'avancement des dossiers (constructions et réhabilitations)	Moyen	Les membres des sous commissions sont souvent absents, les séances durent trop longtemps	M	B
Retards attendus pour démarrer les APD pour les travaux sur le réseau	Moyen		M	C
Mauvaise compréhension de la gestion rigoureuse du réseau et de l'eau	Moyen	Manque de respect du bien public, impunité vis-à-vis des malfaiteurs	M	C
Durée trop longue pour analyse des offres	Moyen		M	C
Pas de Chef de service GR suffisamment compétent à la DPAE	Elevée	Manque de présence compétente au service de la DPAE	E	C

3.6.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Le PADAP a fait le choix d'initier une étude complète (réhabilitation du réseau d'irrigation), qui pourra être soumise à d'autres bailleurs dans la mesure où les travaux de grande envergure qui seront suggérés ne pourront pas être pris en charge par le projet.
Efficience	B	Bonne utilisation des ressources
Durabilité	B	En fonction de la sensibilisation des usagers et de la bonne gestion du réseau et des centres réhabilités.
Pertinence	B	Les actions répondent aux besoins des acteurs

3.6.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire est de **50 %** du total de la composante.

3.6.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Collaboration avec PAIOSA pour démarrer les travaux de réhabilitation du périmètre irrigué le plus rapidement possible sur base des conclusions de l'étude SHER	3.6.2	A : CTB-RR B : PAIOSA niveau central	Q3 2013
S'assurer de la bonne gestion du périmètre irrigué en associant toutes les parties (usagers, administration, renforcement de la fédération)	3.6.2	DPAE	Pendant les travaux

4 Thèmes Transversaux

4.1 Genre

La plupart des interventions du PADAP-Cibitoke n'ont pas un aspect genre dans la mise en œuvre. L'aspect genre est pris en compte dans les activités d'accompagnement des OP et dans les actions d'alphabétisation. Dans le cadre des appuis aux OP l'accent est mis sur la présence de femmes dans les comités de gestion et de contrôle.

4.2 Environnement

L'aspect l'environnement est fortement pris en compte dans :

- la protection de bassins versants
- La lutte anti-érosive
- la plantation d'espèces forestières et agro-forestières
- les études d'impact environnemental (construction prises d'eau sur le réseau d'irrigation, construction d'abattoirs,..) ;

5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État
Mise en application des contrats de performance et des contrats de chantier au bénéfice du personnel de la DPAE	Rapports	PADAP DPAE	Q2 2012	Fait
Modifications budgétaires : Composante 1 : (+ 105.000 €) Composante 2 : (- 85.000 €) Composante 3 : (-105.000 €) Composante 4 : (+ 85.000 €) Ligne Z 03 02 : (+ 20.000 €) Ligne Z 03 05 : (+ 8.000 €) Ligne Z 04 01 : (- 28.000 €)	FIT et rapports	PADAP	Q1 2012	Fait
Approbation du manuel de procédures : A finaliser dans le cadre du PAIOSA par le PAIOSA ; (le PADAP Cibitoke devient l'antenne IMBO du PAIOSA	Finalisation du manuel de procédures	PAIOSA	Q4 2012	Non Fait
Recrutement consultant en SE	Existence d'une cellule SE	PADAP	Q3 2012	Fait
Recrutement d'un cadre plein temps suivi des OP's	Cadre supplémentaire au PADAP	PADAP	Q3 2012	Non fait infructueux
SYNERGIE PADAP – PAIOSA	Collaboration effective	PADAP - PAIOSA	Q2 2012	Réalisé
Prochaine SMCL à Cibitoke en fin 2012 début 2013	Concernés	PADAP	Q4 2012	SMCL prévue pour le 31 janvier 2013

6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
<p>Appui à la DPAE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrats de chantier et de performance nécessitent des RH pour assurer un contrôle de qualité - La formation du personnel en charge de la gestion des moyens mis à disposition des DPAE doit être continue. Il faudrait arriver à une qualité de gestion équivalente à celle du projet. - Toutes les formations doivent être ponctuées par un test / examen / contrôle auprès de tous les participants - La communication avec la DPAE (Directeur et cadres doit être quasi quotidienne) - Il faut mettre en place des outils de communications – visibilité ; le binôme antenne – DPAE doit faire connaître les réalisations qu'ils ont en commun. 	DPAE – PAIOSA -RR
<p>Appui à l'émergence d'une professionnalisation agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Revoir l'organisation de l'alphabétisation et veiller à son évaluation - Il faudrait disposer d'une vraie connaissance du niveau de compétence des comités de gestion et de contrôle des OP's (se donner les moyens) 	PAIOSA
<p>Appui aux initiatives économiques privées au sein des chaînes de valeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il faut plus de réunions - Manque de connaissance des points forts et points faibles des chaînes de valeur retenues par le PAIOSA. - Il faut visiter les OP's appuyées plus régulièrement - Pour cela il faut plus de moyens humains - L'environnement économique continue à privilégier les dons, - La DPAE ne dispose pas des moyens indispensables pour coordonner les activités de tous les intervenants dans la province. 	DPAE PAIOSA
<p>Réhabilitation / mise en place d'infrastructures publiques : collectives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les usagers des infrastructures publiques / collectives (réseau d'irrigation, centres vétérinaires, semenciers, ne sont pas prêts, un encadrement quotidien (ingénierie sociale) est indispensable afin de sensibiliser les usagers dans le sens d'une bonne gestion de l'eau et du réseau, de l'organisation des entretiens des canaux et des ouvrages, - Un suivi de terrain commune par commune permet une meilleure prise de vue générale 	
<p>En général :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dossiers les plus importants en termes de volume et de budget doivent être finalisés en séance de travail et non par mail, le même nombre de personnes doit suivre le dossier du début à la fin - Il faut une hiérarchie claire qui gère les Assistants techniques et les Assistants juniors - Limiter le nombre de personnes qui doivent traiter un dossier et préciser les responsabilités clairement - Communication et visibilité insatisfaisantes, il faut utiliser le SIG qui se met en place et organiser systématiquement l'élaboration d'un dossier « visibilité évolutive » de chaque action initiée. 	RR, PAIOSA, DPAE

Transition PADAP Cibitoke – antenne IMBO PAIOSA	Public cible
<p>Dans le cadre de l'intégration de PADAP au PAIOSA et complémentarité des 2 sources budgétaires, le budget PADAP se concentre sur travaux, appui DPAE, RH et finalisation des engagements déjà signés, le budget PAIOSA se concentre sur Cp2 et Cp 3, à savoir activités d'accompagnement et d'ingénierie sociale.</p> <p>Les modifications budgétaires à soumettre lors de la dernière SMCL PADAP Cibitoke prévue le 31 janvier 2013 consistent en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conserver une ligne budgétaire sur la composante 1 : Appui aux DPAE Bubanza et Cibitoke - Supprimer les composantes 2 et 3 dont les activités seront prises en charge par le Budget PAIOSA - conserver 3 lignes budgétaires sur la composante 4 : les travaux de réhabilitation du réseau d'irrigation, la réhabilitation / construction des centres semenciers, vétérinaires et les abattoirs pilotes et enfin, la protection des bassins versants 	PADAP – PAIOSA - RR
<p>Après la dernière SMCL PADAP Cibitoke du 31 janvier 2013,</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'équipe PADAP est intégrée dans le PAIOSA, la coordination sera assurée par le PAIOSA - La SMCL PAIOSA prend le relais de SMCL PADAP pour responsabilité budget PADAP - Mise en place d'un Comité concertation régional pour guidance technique (en lien avec comité technique volet VDEVA PAIOSA) - Décharge des responsabilités du DELCO et du DI et transfert de ces mandats aux Resp-Co-Resp volet VDEVA selon modalités de fonctionnement des antennes du PAIOSA - Ex delco et Dir DPAE Cibitoke deviennent co-resp de l'antenne PAIOSA IMBO ; la MAE sera sollicitée pour nommer un Ass Dir DPAE pour les activités PAIOSA - Après approbation du rapport de MTR PADAP et révision budgétaire, les résultats du cadre logique PADAP seront remaniés pour intégration au système de S/E du PAIOSA - PRMP des budgets PADAP devient PRMP du PAIOSA - Ces décisions deviendront effective après approbation SMCL PAIOSA (12/02/2013) 	PADAP – PAIOSA - RR

7 Annexes

7.1 Cadre Logique

Pas modifié

7.2 Proposition de modifications budgétaires

Il s'agit des modifications budgétaires qui seront proposées dans le cadre de la dernière SMCL du PADAP Cibitoke du 31 janvier 2013.

7.3 Rapport "Budget versus actuals au 31 12 2012

En annexe

7.4 La dernière planification opérationnelle du PADAP (2013)

En annexe (cette version est en cours d'uniformisation avec la planification opérationnelle qui regroupe les Planifications communes PADAP et PAIOSA et qui doit être financée sur les 2 budgets.